



## Société israélienne : un consensus nationaliste

Par [Sylviane De Wangen](#)

Mondialisation.ca, 07 décembre 2006

[Pour la Palestine n°51](#) 7 décembre 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)



Enfants israéliens écrivant des messages sur les bombes destinées au Liban

source: AFP

La récente agression israélienne au Liban a fait l'objet d'un consensus quasi-général en Israël. Ni le spectacle des destructions, des morts de civils, des centaines de milliers de réfugiés sur les routes, ni même la perte de ses propres soldats et la riposte contre ses villes frontalières et Haïfa ne l'ont fait vaciller. La majorité des intellectuels, en particulier « de gauche », ont soutenu la guerre pendant au moins trois semaines. Et ce qui, finalement, a bouleversé la majorité de la société israélienne, c'est de n'avoir pas « gagné la guerre ». Aujourd'hui en Israël, le débat ne porte pas sur la légitimité du lancement de l'offensive, ni sur la légalité des moyens utilisés ou sur les énormes dommages causés, mais sur les défaillances des services de renseignement et sur la mauvaise conduite de la guerre. Pourquoi ce consensus ? Il y a plusieurs niveaux d'explication, les uns relevant de la réaction immédiate, d'autres renvoyant à l'histoire ancienne et plus récente.

Le 25 juin 2005, un soldat israélien en uniforme est capturé dans un camp militaire à Gaza. Israël en profite aussitôt pour se déchaîner sans réelle réaction de la communauté internationale. C'était la grande répétition avant le Liban. Le 12 juillet, une action militaire du Hezbollah se solde par plusieurs morts militaires et l'enlèvement de deux soldats à la frontière libanaise côté israélien. La réaction est immédiate et si massive qu'il est impensable qu'elle n'ait pas été préparée longtemps à l'avance.

Car bien sûr, tout ne commence pas à Gaza le 25 juin et au Liban le 12 juillet. Ces agressions font partie de la longue chaîne d'événements qui voudraient aboutir à l'impossibilité de l'établissement d'un Etat palestinien souverain sur les frontières d'avant la guerre de 1967 et, au-delà, au remodelage du Moyen-Orient et à sa vassalisation à la puissance américaine. Dès le début néanmoins, il y a eu des Israéliens qui se sont élevés contre l'attaque du Liban. Ils ont manifesté presque tous les jours devant les bureaux du Premier ministre et du ministre de la Défense. Mais, peu visibles car occultés par la presse, ils étaient bien peu nombreux : au début quelques centaines ; petit à petit leur nombre est passé à un millier, puis à plusieurs milliers. Ce nombre reste très faible si on le compare aux mobilisations qu'avait provoquées en 1982 l'invasion israélienne du Liban après les massacres de réfugiés palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila. Comment expliquer un tel consensus ?

De la peur existentielle à la « guerre juste »

En premier lieu, la peur. Tant le succès de l'action armée qui a déclenché la riposte

israélienne que la résistance inébranlable d'un petit groupe de guérilla et le fait que des missiles peu sophistiqués aient pu atteindre des villes à l'intérieur d'Israël ont sapé la confiance que les Israéliens avaient dans leurs capacités militaires et dans l'effet de dissuasion de leur puissante armée. « Habités à l'usage unilatéral de la violence, les citoyens de l'Etat d'Israël sont, ces jours-ci, totalement désorientés et, comme d'habitude, ont un fort sentiment d'être des victimes, victimes de la haine en tant que Juifs », écrit Michel Warschawsky [1]. Jusqu'à quelle distance ces missiles peuvent-ils frapper Tel-Aviv ? L'Israélien moyen s'est senti en danger, ce qui a renforcé son réflexe nationaliste, « tribal ». Il a senti plus ou moins confusément que la mort était au coin de la rue et pouvait frapper en tout lieu. Ce sentiment a renforcé la paranoïa nationale et s'est traduit d'une part par un soutien plus fort à la guerre, y compris de la mouvance « de gauche », et d'autre part à un glissement vers la droite plus extrême incarnée par Benyamin Netanyahou. De ce point de vue, les roquettes du Hezbollah ont encore avivé ces réflexes instinctifs qui mènent à soutenir l'unité nationale et à légitimer, aux yeux d'une opinion publique persuadée que l'Autre veut le détruire, le terrorisme militaire de l'Etat israélien et son action destructrice. D'autant plus que les adversaires sont présentés comme n'étant que les islamistes, dont l'image est diabolisée et terrorisante. Donc une peur profonde, intériorisée, existentielle. Un sentiment d'avoir été attaqués sans raison. Dans ce contexte, les incursions israéliennes quotidiennes, terrestres, maritimes, aériennes, dans l'espace libanais qui n'ont jamais cessé même après le retrait israélien de 2000, de même que l'enlèvement et l'assassinat de ressortissants libanais en territoire libanais les mois précédents sont passés sous silence. Les Israéliens ont le droit de « se défendre » par tous les moyens...

Quelles qu'en soient les raisons, se sentant attaqués au sud par des éléments du Hamas, au nord par le Hezbollah, des groupes islamistes, qualifiés de terroristes alors même qu'ils visent des cibles militaires et qu'ils respectent de longues périodes de trêve en demandant l'application du droit international, les Israéliens ont le sentiment qu'ils ont le devoir de participer à la « guerre contre le terrorisme » de leur ami et allié américain, leurs dirigeants s'en présentant comme les fers de lance. Qu'en attaquant sans pitié les peuples dont ces combattants sont issus, ils sont dans une « guerre juste », le bras armé d'une croisade du bien contre le mal. Quand on diabolise l'ennemi, celui-ci n'est plus considéré comme humain. Le droit et la compassion ne sont alors plus de mise.

Ce sentiment de légitimité de la violence utilisée a été conforté par l'attitude de la communauté internationale [2]. Le refus de celle-ci de condamner l'agression israélienne s'inscrit, en adoptant les concepts lancés par Israël [3], dans la relecture du sens du conflit : les causalités sont inversées et les agresseurs deviennent les agressés, ce qui aboutit à sanctionner les occupés. Cela contribue à nourrir le double sentiment israélien d'impunité et de légitimité.

Tout cela n'explique pas le consensus devant le spectacle de l'horreur infligée, ni le manque de réflexion qu'il traduit sur l'isolement tragique d'Israël dans la région que ce déchaînement de violence va inévitablement entraîner. Mais quelle information reçoivent les Israéliens ?

Le rôle des médias dans la formation du consensus

Quelques journalistes courageux ont essayé de faire entendre leur voix. Leurs articles ont parfois été publiés dans les pages « opinions » de journaux comme Ha'aretz, mais ils ont été noyés dans l'écrasante machine de propagande de l'armée. Celle-ci a envahi les grands médias audiovisuels et même la presse écrite. Les généraux, en uniforme ou non, s'y

succédaient du matin au soir, pour commenter, expliquer et justifier en donnant des communiqués de victoire et en minimisant les échecs et les pertes israéliennes. Tous les médias (sauf certains sites internet comme celui de Gush Shalom) ont totalement occulté les nouvelles sur les manifestations contre la guerre. Il est souvent trop facile d'accuser les médias quand l'opinion s'enflamme. Mais en l'occurrence il est intéressant de lire sur ce sujet Uri Avnery, journaliste professionnel passionné qui, depuis le début de la guerre, a publié sur le site internet de son organisation, Gush Shalom, une chronique bi-hebdomadaire rendant compte de la situation en Israël et plus particulièrement de l'état de l'opinion [4]. Il a expliqué, dans son article du 2 septembre, ce phénomène de mise au pas des médias derrière le gouvernement et l'armée (voir à la fin de l'article).

La faillite des intellectuels du « camp de la paix » ?

Dans de telles périodes, les intellectuels jouent généralement le rôle de réveilleurs de conscience. D'intellectuels, en particulier « de gauche », Israël n'en manque pas. Malheureusement, la majorité d'entre eux ont soutenu la guerre avec enthousiasme. Dès le début et presque jusqu'à la fin, nombre d'écrivains internationalement connus comme Amos Oz, A.B. Yehoshua et même David Grossman ou Yoram Kaniuk ont justifié la guerre et ont écrit des communiqués de soutien. Amos Oz a écrit un article en sa faveur qui a été diffusé dans de grands journaux étrangers. Uri Avnery a analysé ces faits dans son article du 6 septembre. Il commente : « Je ne pense pas que la guerre aurait atteint des proportions aussi monstrueuses sans le soutien massif des gens "de gauche-mais" [5] qui a rendu possible la formation d'un consensus général, sans entendre la protestation du camp de la paix cohérent. Ce consensus a emporté le parti Meretz, dont le gourou est Amos Oz, et La Paix Maintenant. (...) »

Pourquoi cet unisson ? Ces personnes se réclamant de la gauche étaient-elles gênées de critiquer un gouvernement dans lequel un dirigeant travailliste, Amir Peretz, jouait un rôle majeur ? L'argument aurait expliqué au plus le silence mais pas un soutien aussi actif. Et, quoiqu'il en soit, devant des enjeux aussi importants, cette explication politicienne n'aurait pas suffi.

Les raisons de fond du consensus israélien

A cette question Tamar Pelleg, Israélienne d'origine polonaise rescapée du nazisme, avocate de prisonniers palestiniens, nous a répondu : « Cette partie, large, du « camp de la paix » appartient à la majorité sioniste d'Israël. Globalement elle soutient aussi l'actuelle politique mondiale américaine et ses initiatives. En termes israéliens, elle est préoccupée par le " problème démographique " c'est-à-dire qu'elle a peur d'avoir trop de Palestiniens en Israël et dans les territoires occupés. Cette obsession est à la base de ses idées politiques et de ses actions. »

Cette réponse rattache les raisons du consensus israélien pour la guerre à toute l'histoire du conflit israélo palestinien. Elle rejoint en cela Uri Avnery quand, dans sa chronique du 6 septembre, il revient sur le rôle de la « gauche » israélienne : « (...) Depuis le début du mouvement travailliste juif dans le pays, la gauche a souffert d'une contradiction interne : elle était à la fois socialiste et nationaliste. De ces deux composantes, le nationalisme était de loin la plus importante. » et, après avoir donné des exemples sur l'organisation syndicale israélienne, la Histadrout, et sur l'idéologie des kibboutz, il conclut : « Dans toutes les vraies épreuves, cette contradiction interne de la "gauche sioniste" (comme ils aiment s'appeler eux-mêmes) devient évidente. C'est la racine de la double personnalité des "de gauche-

mais”. Quand les canons grondent et que les drapeaux sont hissés, les « de gauche-mais » se mettent au garde-à-vous et saluent. »

On peut distinguer trois niveaux d'explication. Le premier en référence à l'esprit des fondateurs de l'Etat d'Israël : « L'Etat d'Israël, quand il a été établi, a choisi de se présenter en Asie occidentale comme des conquérants européens qui se considèrent comme une tête de pont de la “race blanche” et un maître des “autochtones” ». (...). Ce n'était pas inévitable (...). Mais, après chaque énorme pas en avant (des Palestiniens et des Arabes), il y a eu un pas en arrière israélien. (...) » [6] Le deuxième niveau d'explication s'inscrit dans le contexte de la politique américaine actuelle de guerre des civilisations. Tout se passe comme si la société israélienne, dans sa majorité juive, avait intériorisé toute la rhétorique de la droite américaine de la croisade contre le terrorisme (islamique) et elle consolide aujourd'hui son statut d'élément étranger à la région. [7] Enfin un troisième niveau d'explication relève de la spécificité du conflit israélo-palestinien : l'intégration par la société israélienne des arguments donnés par les dirigeants israéliens pour expliquer l'échec de Camp David et pour enraciner l'idée que les négociations avec les Palestiniens sont impossibles faute d'interlocuteurs puisqu'ils refuseraient même le principe de la paix.

La société israélienne n'a pas entendu l'avertissement du regretté professeur Yechayahou Leibovitz qui avait prévu ce qui allait arriver à Israël si celui-ci ne rendait pas les territoires occupés à l'issue de la guerre. Dès 1967 : l'occupation « transformera le peuple israélien en un peuple de policiers et de barbouzes. » En 1973 : « S'il n'y a pas de chances de paix, il n'y a pas non plus de 'sécurité' possible. S'il n'y a pas de frontières sur lesquelles on s'entende, il n'y a pas de frontières sûres. L'idée que des lignes fortifiées, prônées par les raisonnements de la géographie militaire, garantissent la sécurité, est réfutée par l'Histoire. (...) La possession de territoires (occupés) ou de “lignes” ne garantit en rien la sécurité ». Plus tard, parlant du Hezbollah à propos de l'invasion du Liban du début des années 80 qu'il qualifie de « folie criminelle » : « Le phénomène Hezbollah lui-même est le produit du fait que le peuple palestinien vit sous notre domination et que nous occupons une partie du territoire libanais. » Et à propos de l'échec d'une solution du conflit avec les Palestiniens : « C'est de notre faute. Nous nous obstinons à vouloir dominer le peuple palestinien. » [8]

Aujourd'hui un vif débat traverse Israël que Sylvain Cypel résume ainsi [9] : « Deux tendances se dégagent des vigoureux débats qui s'engagent. La première vise à remédier aux principales incuries “logistiques”. Si Israël n'a pas gagné, c'est qu'il était mal préparé et s'y est mal pris. La seconde remet en cause la logique même de la force comme réponse spontanée à toute situation conflictuelle avec ses voisins. Selon que l'on adopte l'une ou l'autre des deux attitudes, les leçons à tirer sont diamétralement opposées. » Les premiers sont, souligne l'auteur, très majoritaires. La société israélienne, en faisant le choix de la force, se met elle-même en danger. Elle crée les conditions d'une violence accrue contre elle et en son sein. La société internationale peut l'aider à ouvrir les yeux en obligeant, y compris par des sanctions, son gouvernement à choisir la voie du droit à la place de celle de la force. Pour cela les forces qui s'opposent à la logique du conflit des civilisations doivent arriver à faire de cette région, non le centre de gravité de ce prétendu « conflit » mais celui, pour lequel elle est particulièrement bien placée, du dialogue des civilisations.

Sylviane de Wangen

source: [AFPS](#)

Quand Napoléon a gagné à Waterloo

par Uri Avnery, 2 septembre 2006

(extraits)

« Quand la guerre a éclaté, les gens des médias se sont mis en rang et ont marché au pas comme un bataillon de propagandistes. Tous les médias, sans exception, sont devenus des outils de l'effort de guerre, encensant Olmert, Peretz et Halutz, s'enthousiasmant à la vue de la destruction du Liban et chantant les louanges de la "ténacité de la population civile" du nord d'Israël. Les gens étaient soumis à un déluge incessant de communiqués victorieux, sans discontinuer du matin tôt au soir tard. Le gouvernement et les porte-parole de l'armée, en liaison avec l'entourage d'Olmert, décidaient ce qu'il fallait publier et quand, et, plus important, ce qu'il fallait supprimer. Cela s'est traduit dans des euphémismes et des manipulations de langage. Au lieu des mots appropriés on employait des expressions trompeuses : quand de violentes batailles faisaient rage au Liban, les médias parlaient d'"échanges de tirs". Le trouillard Hassan Nasrallah "se cachait" dans son bunker, alors que notre courageux chef d'état-major dirigeait les opérations de son poste de commandement souterrain (appelé "le trou"). Les "terroristes" peureux du Hezbollah se cachaient derrière les femmes et les enfants et opéraient depuis l'intérieur des villages, contrairement à notre ministère de la Défense et à notre quartier général qui se trouvent au coeur de la zone la plus densément peuplée d'Israël. Nos soldats n'ont pas été capturés dans une action militaire, mais "enlevés" comme des victimes de gangsters, alors que notre armée "arrête" les dirigeants du Hamas. Le Hezbollah, c'est bien connu, est "financé" par l'Iran et la Syrie, au contraire d'Israël qui "reçoit un soutien généreux" de notre grand ami et allié, les Etats-Unis. (...) »

[1] Michel Warschawski, « La guerre préventive permanente d'Israël et les limites de l'unilatéralisme », 20 juillet 2006, <http://www.afps.org>

[2] cf. article dans ce même numéro page 38.

[3] Témoins sa réaction à l'annonce du plan de désengagement unilatéral de Gaza, sa qualification du parti Kadima de parti modéré, son acceptation de l'Etat d'Israël dans le groupe des pays occidentaux à l'ONU.

[4] L'ensemble des chroniques d'Uri Avnery se trouve sur le site internet de l'AFPS : <http://www.france-palestine.org/mot9.html> Le lecteur nous pardonnera de construire cet article à partir essentiellement de ces chroniques. Mais c'est l'auteur parmi les rares ayant pris immédiatement et le plus nettement position contre la guerre, qui a le plus observé l'évolution de l'opinion israélienne pendant cette période et qui l'a analysée avec ses presque 70 ans de participation à la vie politique sur place.

[5] Faisant référence au début de son article : « Durant la récente guerre, j'ai souvent entendu des phrases commençant par : "Je suis de gauche, mais...". Ces mots étaient invariablement suivis de propos de droite. »

[6] Uri Avneri « Le rottweiler de l'Amérique », 26 août 2006.

[7] Meron Benvenisti, « Le retournement n'est pas loin », juillet 2006, [www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)

[8] Joseph Algazy, La Mauvaise conscience d'Israël, entretiens avec Yechayahou Leibovitz, Le Monde éditions, 1994.

[9] Sylvain Cypel, « L'impuissance de la puissance », Le Monde, 20-21 août 2006.

La source originale de cet article est [Pour la Palestine n°51](#)  
Copyright © [Sylviane De Wangen](#), [Pour la Palestine n°51](#), 2006

---

Articles Par : [Sylviane De Wangen](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)